



CC-ED/HIST (98) 45

LA NOUVELLE INITIATIVE DU SECRETAIRE GENERAL

Séminaire sur:

**"L'enseignement de l'histoire en Fédération de Russie: comment équilibrer
histoire locale, régionale et nationale dans un Etat multinational"**

Centre international «Dialogue»

Novgorod, Fédération de Russie, 10-12 novembre 1997

Rapport rédigé par

Maitland Stobart
Rapporteur général

TABLE DES MATIERES

I.	HISTORIQUE DU SEMINAIRE.....	3
II.	PROGRAMME ET OBJECTIFS DU SEMINAIRE.....	4
III.	BILAN DES SEANCES PLENIERES.....	6
IV.	LES PROPOSITIONS DES GROUPES DE REFLEXION.....	12
V.	PROCHAINES ETAPES.....	17

I. HISTORIQUE DU SEMINAIRE

1.1. Le séminaire de Novgorod s'inscrivait dans le cadre de la composante «L'enseignement de l'histoire en Fédération de Russie» de la Nouvelle Initiative du Secrétaire Général. Cette Initiative, lancée par le Conseil de l'Europe en 1996, visait à soutenir la réforme de l'enseignement de l'histoire et de l'instruction civique dans les Etats de l'ex-URSS aujourd'hui membres du Conseil de l'Europe ou parties à la Convention culturelle européenne.

La première année (1996) de mise en œuvre de cette composante a été consacrée à la prise de contacts et à la définition des thèmes prioritaires. L'on s'est accordé sur le fait qu'outre le ministère de l'Enseignement général et professionnel et l'Académie russe de l'éducation, participeraient à ce séminaire les régions et les villes fortement engagées dans le processus de réforme de l'enseignement de l'histoire et que des contacts privilégiés devraient être établis avec:

- a) des spécialistes d'autres Etats membres;
- b) trois ONG ayant pignon sur rue: la Conférence permanente européenne des associations de professeurs d'histoire (EUROCLIO), l'Institut Georg Eckert de recherche internationale sur les manuels scolaires et le Groupe des éditeurs scolaires européens (EEPG).

1.3. Les thèmes prioritaires retenus pour les séminaires entrant dans le cadre de la composante seraient:

- a) des normes pour enseigner l'histoire en Fédération de Russie;
- b) enseigner l'histoire nationale dans un Etat multinational;
- c) doser histoire locale, régionale, nationale, européenne et mondiale dans un même programme d'histoire;
- d) formation initiale et continue des professeurs d'histoire;
- e) conception, publication et exploitation de nouveaux manuels d'histoire et de nouveaux supports d'enseignement.

1.4. Trois autres thèmes majeurs ont émergé lors des séminaires de 1996 et 1997:

- a) l'enseignement des questions sensibles et controversées;
- b) la part des activités extrascolaires dans l'enseignement de l'histoire à l'école;
- c) la mise en place et le rôle d'associations indépendantes de professeurs d'histoire.

1.5. Priorités et problématiques ont été précisées et analysées au cours de la deuxième année (1997). Le nombre des participants a aussi sensiblement augmenté: 17 villes et régions étaient représentées au séminaire de Novgorod, et un membre de la Douma y a même assisté pour la première fois. Au chapitre des avancées pour 1997, on note la coopération avec:

- a) le Centre international pour l'innovation en matière d'éducation de la Faculté de pédagogie de l'Etat de Herzen, à Saint-Pétersbourg;
- b) KulturKontakt, l'organisme autrichien chargé des programmes de coopération en Europe centrale et orientale, qui a fait bénéficier la composante de son propre réseau lié à la réforme de l'enseignement de l'histoire dans le nord-ouest de la Russie.

II. PROGRAMME ET OBJECTIFS DU SEMINAIRE

2.1. Le séminaire de Novgorod était co-organisé par la ville de Novgorod, le gouvernement régional de Novgorod, le ministère de l'Enseignement général et professionnel de la Fédération de Russie et le Conseil de l'Europe. Il avait pour objectif de faire le point sur:

- a) les nouvelles méthodes et approches de l'enseignement de l'histoire nationale et leurs conséquences pour la formation des enseignants;

- b) l'équilibre entre histoire locale, régionale et nationale dans un Etat multinational;
- c) liens, équilibre et défis dans l'enseignement de l'histoire nationale, européenne et mondiale.

2.2. Le séminaire (programme complet en Annexe I) consistait en:

- a) exposés et débats en séances plénières;
- b) ateliers de réflexion;
- c) visite d'écoles, de musées et du Centre pour les instruments de musique anciens.

2.3. Visiter des écoles était une idée originale qui a permis aux participants russes et non russes d'assister en direct à des cours et à des activités extrascolaires ainsi que de discuter de l'enseignement de l'histoire avec des professeurs et des élèves. Les visites aux musées et au Centre pour les instruments de musique anciens ont apporté la preuve que:

- a) musées de plein air, collections artistiques et monuments historiques peuvent servir de support à l'enseignement de l'histoire locale, régionale ou européenne (voir par exemple les liens de Novgorod avec la Hanse) ;
- b) musiques et danses populaires peuvent faire partie de l'enseignement de l'histoire locale et régionale.

2.4. Plus de 70 participants ont assisté au séminaire (voir Annexe II), au nombre desquels figuraient 25 administrateurs, historiens, enseignants et conservateurs de la ville et de la circonscription de Novgorod, qui ont par leur présence non seulement enrichi les débats, mais aussi permis de faire connaître les propositions du Conseil de l'Europe en matière d'enseignement de l'histoire à un plus vaste public que lors des séminaires précédents. Aussi serait-ce une bonne chose qu'un certain nombre d'administrateurs et d'éducateurs locaux participent également aux séminaires de 1998 et que des visites d'écoles et de musées soient organisées.

2.5. Le séminaire a été ouvert par:

- a) M. Alexandre Korsunov, maire de la ville de Novgorod;
- b) le Dr Vladimir Batsyn, chef de la Direction pour la Coopération internationale, au ministère de l'Enseignement général et professionnel de la Fédération de Russie;
- c) Mme Alison Cardwell, administrateur à la Direction de l'Enseignement, de la Culture et du Sport, au Conseil de l'Europe.

2.6. Les vice-présidents du séminaire étaient:

- a) Mme Galina Matveeva, adjointe au chef du gouvernement de la ville de Novgorod et responsable pour l'éducation;
- b) M. Vladimir Bouketov, chef du Département de l'éducation au sein du gouvernement de la ville de Novgorod.

2.7. A l'issue du séminaire, des représentants de Novgorod ont discuté de l'avant-projet d'un manuel d'histoire régionale avec deux spécialistes du Conseil de l'Europe: M. Andrzej Chrzanowski, président du Groupe des éditeurs scolaires européens (EEPG) et le Dr Robert Maier, de l'Institut Georg Eckert.

III. BILAN DES SEANCES PLENIERES

3.1. Outre les brèves séances d'ouverture et de clôture, il y a eu trois séances plénières comprenant chacune deux exposés (l'un par un spécialiste russe, l'autre par un spécialiste du Conseil de l'Europe) suivis de questions et de remarques. Ces exposés poursuivaient deux objectifs: situer le contexte des débats qui animeraient les ateliers de réflexion et mettre en avant divers aspects du thème central du séminaire.

3.2. Mme Ludmila Alexashkina, chef du Laboratoire d'histoire de l'Académie russe d'éducation s'est exprimée sur les «Méthodes et approches nouvelles de l'enseignement de l'histoire nationale en Fédération de Russie». Elle a déclaré que l'histoire et son enseignement étaient l'objet, dans la Fédération, d'un vaste débat et même de polémiques non seulement entre historiens, mais aussi dans les médias. L'enseignement de l'histoire, sur le fond comme dans la forme, était actuellement en pleine refonte: les perspectives idéologiques et les cloisonnements rigides du passé étaient abandonnés. Les historiens s'intéressaient tout particulièrement à l'histoire nationale et régionale. Bien que les cours couvrirent les aspects politiques, économiques, sociaux et culturels de l'histoire, on enregistrerait un regain d'intérêt très net pour l'histoire politique dû à la redécouverte et à la révision de l'histoire politique de la Russie. Alors que les manuels du passé ne donnaient qu'une seule version de l'histoire, sous la forme d'affirmations catégoriques, deux ou trois nouveaux manuels sont aujourd'hui disponibles pour chaque niveau et, à la différence des précédents, soulèvent des problèmes, ouvrent diverses perspectives, proposent différentes interprétations et contiennent des documents variés. Les enseignants débattent aujourd'hui des méthodes d'enseignement, y compris de l'exploitation de ces nouveaux manuels en classe. Ces débats tournent autour de plusieurs interrogations fondamentales: les professeurs favorisent-ils plutôt le dialogue ou l'exposé magistral; incitent-ils les élèves à la réflexion et à penser par eux-mêmes, à faire usage des outils analytiques et critiques dont ils disposent; les vieux mythes sont-ils remplacés par d'autres, plus récents? Restait à espérer que les résultats de tous ces débats se retrouveraient dans la prochaine génération de manuels.

3.3. M. Alois Ecker, de l'université de Vienne (Autriche), s'est exprimé sur les «Méthodes actives et innovations dans la formation des enseignants et leurs implications pour cette formation: le cas de l'Autriche». Selon lui, nous vivons une époque de changements culturels accélérés où les nouveaux pourvoyeurs d'éducation (notamment les médias, les éditeurs et les institutions privées) concurrencent directement les pourvoyeurs traditionnels que sont les écoles et les universités et lancent à l'enseignement de l'histoire un défi qu'il ne pourra pas relever sans faire

appel à des méthodes actives nouvelles. M. Ecker a proposé d'établir pour les professeurs d'histoire une description de poste ou un profil d'emploi qui détaille les compétences académiques et didactiques requises. Un tel profil serait très utile pour définir le contenu et les modalités de la formation des enseignants. A l'université de Vienne, historiens, didacticiens et enseignants travaillent de concert et sur un même pied à concevoir des modèles de formation pour les professeurs d'histoire dans lesquels l'acquisition d'une pratique adéquate de l'enseignement (c'est-à-dire d'une expérience pratique) figure en bonne place.

3.4. Mme Svetlana Shubina, présidente adjointe du Comité pour l'éducation du gouvernement de la ville de Novgorod, s'est exprimée sur les «Conceptions nouvelles de l'enseignement de l'histoire locale et régionale: l'exemple de Novgorod». Elle a déclaré que les écoles de Novgorod s'efforçaient de présenter d'une manière systématique et intégrée les différents aspects de la vie locale et régionale qui avaient jusqu'ici fait l'objet d'un enseignement fractionné, réparti dans diverses matières (notamment l'histoire, la géographie, la littérature, le dessin et la musique). Désormais, les élèves bénéficieraient d'une vision d'ensemble et cohérente de Novgorod et de sa région, de leur passé et de leur présent, de leur héritage, de leur environnement et de leurs perspectives d'avenir. La renaissance récente de la culture russe traditionnelle à Novgorod et dans sa région a joué dans tout cela un rôle important. Par contre, l'absence de normes régionales, la pénurie de manuels et le manque de ressources méthodologiques ont compliqué le processus d'intégration. Aussi, et afin d'y remédier, un concours a-t-il été organisé durant l'année scolaire 1996-1997 avec pour objectif l'élaboration de principes, de buts, de contenus et de méthodes communs qui respecteraient les normes officielles de l'éducation. On a fortement insisté sur les méthodes actives (c'est-à-dire, en histoire, l'accès direct aux objets et documents historiques, la dramatisation et les jeux de rôle) et la coopération avec les familles, les bibliothèques et les musées. Cette conception intégrée des études locales et régionales a permis d'éviter de compartimenter l'apprentissage et les connaissances, ainsi les premiers résultats faisaient état d'une augmentation de la motivation et de la créativité des élèves.

3.5. Le Dr Audrey Osler, de la faculté de pédagogie de l'université de Birmingham (Royaume-Uni), s'est exprimé sur «L'enseignement de l'histoire dans les sociétés multinationales et ses conséquences pour les manuels et les programmes». Elle a souligné la relation étroite qui unissait l'enseignement de l'histoire à la construction identitaire des élèves. Cette relation peut devenir problématique dans les sociétés multinationales ou multiculturelles du fait des dimensions cognitives et affectives du processus d'apprentissage. Toutes les sociétés européennes sont multiculturelles par nature et par composition et plusieurs, voire de multiples identités coexistent en chaque individu: «On peut être britannique et musulman, juif et russe, catalan et espagnol, tout cela et européen». Les professeurs ont donc le devoir moral de présenter l'histoire sous de multiples points de vue – surtout dans un contexte multiculturel ou multinational. On a longtemps ignoré dans de nombreux domaines d'étude traditionnels la contribution des minorités et des femmes. Or l'enseignement de l'histoire a un rôle important à jouer en aidant les élèves à réfléchir sur leurs propres conceptions et attitudes ainsi qu'à rejeter toutes représentations ethnocentriques ou racistes. Il est essentiel pour cela que les enseignants disposent de manuels qui favorisent des formes variées d'enseignement et d'apprentissage au lieu de perpétuer une conception unilinéaire de l'histoire. Les manuels doivent en particulier exploiter des sources (y compris iconographiques) qui illustrent des points de vue variés.

3.6. Le Dr Batsyn s'est exprimé sur «Le dosage de l'histoire locale, régionale et nationale dans les plus récents manuels en Fédération de Russie: réussites, problèmes et perspectives». La Fédération de Russie regroupe 77 nationalités autonomes et quelque 50 nationalités non autonomes. Diversité que reflètent le nombre des langues parlées et la variété des mémoires historiques. Or, la langue et la mémoire sont des éléments constitutifs et sensibles de notre identité culturelle. Nous avons tous hérité du passé un lot de représentations et même de stéréotypes primaires concernant les autres. Nombre de ces représentations - celles de l'islam en particulier - sont défavorables. Aussi, considérant la taille et la diversité de la Fédération, le nombre de langues et de mémoires historiques qu'elle abrite, on court le risque de voir toutes ces nationalités rester à l'écart les unes des autres et refuser de se mélanger, ce qui aurait des

conséquences graves pour la cohésion sociale et même politique du pays. En outre, il nous faut nous garder, en matière d'enseignement de l'histoire, de toute perspective idéologique et de tout patriotisme militant et aveugle. Le professeur et les manuels d'histoire doivent encourager la compréhension mutuelle et le respect de la diversité et combattre la xénophobie et l'arrogance. Il était donc essentiel que des enseignants participent à la conception de manuels qui développent des points de vue et des interprétations variés. Les manuels d'histoire régionale en Fédération de Russie constituent un intéressant prolongement de cette idée: ils relèvent le défi de la diversité de la Fédération et pourraient rendre l'histoire plus vivante et plus proche des élèves. Par contre, il faut bien reconnaître que les régions procèdent d'un découpage plus administratif qu'historique et que nombre d'entre elles sont, à l'image de la Fédération elle-même, d'essence multinationale.

3.7. M. Maitland Stobart, Rapporteur Général du Séminaire, s'est exprimé sur «Enseigner l'histoire locale, nationale, européenne et mondiale: liens, équilibre et défis». Le microcosme de l'histoire locale peut permettre aux jeunes de mieux saisir des problèmes plus vastes, et un bon moyen de montrer les liens qui existent entre l'histoire locale et l'histoire européenne et mondiale consiste à retracer et à cartographier les relations d'échange qui unissent une localité quelconque au reste du monde. M. Stobart a établi un net distinguo entre histoire nationale et histoire nationaliste. Selon lui, l'enseignement de l'histoire nationale doit refléter:

- a) l'expérience historique de l'ensemble de la communauté nationale – majorité et minorités ;
- b) les préoccupations régionales, de même que l'histoire européenne et mondiale.

Nombre d'histoires de l'Europe ne traitent pas de l'Europe comme d'une seule entité, mais comme d'un conglomérat de petites entités distinctes, qu'elles abordent successivement. Ne pouvait-on envisager une approche thématique qui rassemblerait un certain nombre de traits communs à une partie, voire à l'ensemble de l'Europe?

Ainsi que l'a récemment souligné la Conférence permanente des ministres européens de l'éducation: «Les mutations que connaît actuellement l'Europe centrale et orientale sont l'occasion de conférer une dimension véritablement européenne aux programmes scolaires d'histoire». Un nouveau cadre conceptuel était-il nécessaire pour enseigner l'histoire européenne? Enfin, l'histoire européenne ne constituant jamais qu'une partie de l'histoire mondiale, il serait souhaitable d'ouvrir à chaque fois que cela est possible l'horizon national et européen sur une perspective mondiale.

3.8. Pendant les débats, M. Alexander Kruglikov, membre du Comité d'éducation de la Douma, a fait remarquer que l'histoire était une discipline chargée d'affects et que les nouveaux manuels avaient suscité un vif débat au sein de la Douma. Certains avaient été critiqués pour les erreurs qu'ils contenaient, d'autres pour trop prétendre à l'encyclopédisme et même pour engendrer de nouveaux mythes. Qu'est-ce qui fait un bon manuel d'histoire? Telle est la question sur laquelle M. Kruglikov voudrait que l'on se penche sérieusement.

3.9. D'autres participants ont fait remarquer que:

- a) la plupart des professeurs exerçant actuellement en Fédération de Russie avaient été formés avant les changements et se trouvaient décalés par rapport à une situation nouvelle qui lançait un véritable défi à leurs méthodes et à leur style pédagogique;
- b) l'histoire locale et régionale ne pouvait pas se substituer à l'histoire nationale, mais pouvait l'enrichir à condition que les liens qui les unissaient soient clairement indiqués;
- c) l'enseignement de l'histoire pouvait contribuer considérablement à l'éducation à la citoyenneté et que les jeunes devraient y apprendre ce qui les unissait les uns aux autres en tant que citoyens de la Fédération de Russie en même temps que ce qui faisait la particularité de leurs régions propres;

- d) l'enseignement de l'histoire à l'école ne consistait pas en la seule acquisition d'un savoir historique mais aussi en l'apprentissage de savoir-faire et le développement d'attitudes utiles dans la vie quotidienne;
- e) les formateurs en histoire de la Fédération de Russie avaient grand besoin d'un mécanisme leur permettant d'échanger informations et expériences.

IV. LES PROPOSITIONS DES GROUPES DE REFLEXION

4.1. Les participants étaient divisés en trois groupes:

- a) Groupe A
Président: Dr Batsyn
Rapporteur: Mme Olga Strelouva (Khabarovsk)
- b) Groupe B
Président: M. Mikhaïl Dyomin (Barnaul)
Rapporteur: Dr Ludmila Andruhina (Ekaterinbourg)
- c) Groupe C
Président: M. Mikhaïl Goldenberg (Petrozavodsk)
Rapporteur: Mme Margarita Selkova (Arkhangelsk)

Les rapporteurs ont résumé les conclusions de leur groupe de réflexion lors de la dernière séance plénière du séminaire.

4.2. Les groupes devaient réfléchir aux questions suivantes:

- a) à quoi vise principalement l'enseignement de l'histoire?

- b) qu'entend-on exactement par «histoire nationale» dans un Etat multinational ?
- c) comment faire en sorte pour que les programmes d'histoire reflètent la richesse ethnique et culturelle et l'expérience historique des groupes nationaux et des minorités?
- d) comment doser l'histoire locale, régionale, nationale, européenne et mondiale et quels liens établir entre elles?
- e) de quelle formation et de quelles ressources les professeurs d'histoire de la Fédération de Russie ont-ils besoin pour mettre en œuvre les idées développées dans ce séminaire?

4.3. Les paragraphes 4.4. à 4.12 constituent une synthèse, sous la seule responsabilité du rapporteur général, des idées principales et des recommandations formulées par les rapporteurs des groupes de réflexion.

4.4. On a suggéré que l'enseignement de l'histoire visait principalement à:

- a) faire mieux connaître aux jeunes leur héritage national et leurs traditions;
- b) permettre aux jeunes de comprendre à la fois l'évolution et la diversité de leur pays et du monde actuel;
- c) faire acquérir aux jeunes les compétences fondamentales et les valeurs essentielles à toute citoyenneté démocratique (c'est-à-dire: capacité à penser par soi-même, ouverture d'esprit et tolérance).

4.5. Tout comme dans les séances plénières, les groupes de réflexion se sont penchés sur le sens, l'interprétation et l'usage de certains termes et concepts. Ils ont fait valoir que l'«héritage national» était l'aboutissant de siècles d'influences réciproques et de contacts culturels, mais que le sens de l'expression avait encore besoin d'être précisé et qu'il fallait la manier avec précaution. Le patriotisme, au sens d'amour de son pays, était globalement considéré comme une qualité – à condition de n'être ni aveugle ni partisan ou idéologique. Un groupe de réflexion s'est élevé contre

l'idée que l'enseignement de l'histoire nationale puisse avoir pour but d'éveiller le patriotisme et a fait remarquer que l'expression «minorité nationale» n'apparaissait nulle part dans les textes législatifs de la Fédération de Russie pour la simple raison qu'elle pourrait être perçue comme blessante, voire humiliante par les populations concernées et qu'il fallait par conséquent la manier avec une extrême prudence dans le contexte russe.

4.6. Les cours d'histoire nationale devraient avoir une dimension locale, régionale et ethnique et ne devraient pas – et nous insistons ici sur la négation:

- a) vanter la supériorité de la nation en question par rapport aux autres;
- b) faire la part trop belle à l'histoire de la majorité;
- c) ignorer, minimiser ou ridiculiser la contribution historique des diverses nationalités et minorités.

4.7. L'histoire des nationalités et des minorités doit figurer au programme d'histoire à deux niveaux:

- a) à un niveau général dans l'histoire nationale s'agissant d'expliquer la diversité d'un Etat multinational;
- b) à un niveau plus détaillé dans l'histoire locale et régionale.

4.8. Chacun est convenu qu'élaborer un programme d'histoire nationale répondant aux critères indiqués plus haut demandera beaucoup de temps et d'efforts, aussi les groupes de réflexion ont-ils accueilli favorablement la nouvelle que l'enseignement de l'histoire nationale dans un Etat plurinational serait le fil directeur d'autres séminaires en 1998. Les contenus du programme d'histoire national devront être choisis avec précautions, dans la plus grande transparence et en fonctions de critères publiquement établis. De cette manière et de cette manière seulement parviendra-t-on à écarter tout soupçon de partialité ou de manipulation politique.

4.9. La Fédération de Russie étant un Etat multinational, l'histoire nationale devrait y être enseignée comme une histoire multinationale et intégrer à ce titre l'histoire des diverses populations qui vivent sur son territoire. Le programme d'histoire nationale devrait donc comporter une part raisonnable d'histoire locale et régionale, tout en sachant que le dosage de ces éléments ne peut faire l'objet d'un calcul précis en termes de pourcentages ou de nombre d'heures allouées. En outre, considérant la taille et la diversité de la Fédération, il était clair qu'on ne pourrait jamais concevoir un modèle universel parfait et que chaque région, chaque localité et peut-être même chaque école aurait à faire preuve d'un peu de souplesse dans son point de vue. La définition de ce qui constitue une «part raisonnable» et ses implications pratiques et conceptuelles devraient faire l'objet d'une réflexion collective des enseignants, des historiens universitaires, des didacticiens, des autorités régionales, de l'Académie russe d'éducation et du ministère de l'Enseignement général et professionnel.

4.10. Concernant le programme d'histoire proprement dit, on a proposé de suivre une progression du local au mondial, en passant par le régional, le national et l'europpéen. L'histoire locale serait replacée dans son contexte national, européen et mondial de façon à bien faire apparaître le jeu des influences européennes et mondiales sur l'histoire nationale et locale. En outre, les autorités éducatives et les concepteurs de programmes devraient s'efforcer de mettre en rapport de façon équilibrée l'histoire nationale, européenne et mondiale.

4.11. L'enseignement de l'histoire à l'école devrait s'accompagner chaque fois que cela est possible ou opportun d'un contact direct avec l'histoire dans un autre cadre que celui de la classe qui permettrait aux élèves de mettre en pratique et d'améliorer leurs compétences historiques et de faire un usage extensif:

- a) des ressources dont disposent les communautés locales ou autres : archives, musées, collections artistiques, sites archéologiques, architecturaux ou industriels, monuments historiques et bâtiments publics;

- b) des activités extrascolaires: clubs d'histoire, expositions dans les écoles, sorties, échanges et contacts entre écoles en Fédération de Russie et avec d'autres pays.

Ce type d'enseignement exige de la flexibilité dans la conception du programme et dans l'organisation du temps scolaire.

4.12. Recommandations des groupes de réflexion:

- a) la nécessité de parvenir à un juste équilibre entre les aspects locaux, régionaux et nationaux de l'histoire doit être officiellement reconnue;
- b) toute formation initiale et continue des professeurs d'histoire devrait comprendre: l'initiation aux méthodes pédagogiques actives, les nouvelles technologies de communication au service de l'enseignement de l'histoire, comment aborder les sujets délicats et controversés, et l'exploitation des archives et des collections des musées dans une perspective éducative;
- c) il faudrait organiser la collecte, le partage et la dissémination des idées, expériences, innovations et astuces en matière d'enseignement de l'histoire en Fédération de Russie. Des associations régionales de professeurs d'histoire auraient là un grand rôle à jouer, de même que l'Internet. On a fait remarquer que les villes de Novgorod, Mourmansk, Ekaterinbourg et Pskov avaient déjà une certaine expérience de l'élaboration de manuels d'histoire régionale et qu'elles pourraient en faire bénéficier les autorités éducatives, les auteurs de manuels et les professeurs d'autres régions et d'autres villes;
- d) un guide pour faciliter aux professeurs d'histoire de la Fédération de Russie la gestion des éléments locaux, régionaux, nationaux, européens et mondiaux dans leurs cours serait le bienvenu;
- e) la coopération avec le Conseil de l'Europe doit continuer et se renforcer. Des séminaires comme ceux organisés à Novgorod et à Saint-

Pétersbourg étaient de «formidables occasions» d'échanger des idées et des expériences avec des collègues de la Fédération russe et d'autres Etats membres. Les prochains séminaires devraient poursuivre dans la voie tracée par ceux de 1996 et 1997 et les principales études du Conseil de l'Europe en matière d'enseignement de l'histoire devraient être traduites en russe et faire l'objet de la plus large diffusion possible.

V. PROCHAINES ETAPES

5.1. Le séminaire de Novgorod s'est révélé à la fois stimulant et productif. La place qu'occupe la ville dans l'histoire russe et européenne, son riche passé culturel et l'énergie qu'elle déploie aujourd'hui pour relever les défis de la transformation et du changement en faisaient le lieu tout désigné pour accueillir cette rencontre. Ainsi que l'a souligné M. le maire dans son discours de bienvenue, Novgorod a été à la fois «une république marchande» et «le berceau du système étatique russe». Au nombre des facteurs de réussite de ce séminaire, il faut mentionner:

- a) une organisation impeccable par l'équipe de Novgorod;
- b) la qualité des exposés en séances plénières;
- c) l'ardeur et la fécondité des groupes de réflexion;
- d) l'inscription de visites d'écoles et de musées au programme, ainsi que la participation d'un nombre considérable d'administrateurs et de formateurs locaux.

5.2. Trois autres séminaires se tiendront en 1998 à:

- a) Ekaterinbourg, sur «La formation initiale et continue des professeurs d'histoire dans la Fédération de Russie» (mars/avril);
- b) Arkhangelsk, sur la «La préparation, la publication et l'usage de nouveaux manuels d'histoire et de matériels pédagogiques» (juin);

- c) Khabarovsk, sur «L'enseignement de l'histoire dans les sociétés multiculturelles et les régions frontalières» (septembre).

A partir des conclusions des rencontres de 1996 et 1997, ces séminaires tâcheront d'aborder des problèmes précis dans une optique pratique. Les résultats de ces trois années de travail (1996-1998) seront présentés et analysés dans un rapport de synthèse qui constituera le principal document de travail de la Conférence finale de la composante «L'enseignement de l'histoire en Fédération de Russie» de la Nouvelle Initiative du Secrétaire Général, qui se tiendra à Saint-Pétersbourg début 1999.

5.3. Comme cela a été souligné à plusieurs reprises au cours du séminaire de Novgorod, l'élaboration d'un programme d'histoire nationale pour un Etat multinational qui réponde aux critères avancés au cours de ce séminaire sera une tâche complexe et de longue haleine. Il est clair que le sujet reviendra sur le tapis au cours des débats qui animeront les trois séminaires de 1998. Les conclusions de cette réflexion pourraient être présentées sous la forme d'un ensemble de principes ou d'une liste de contrôle utile aux autorités éducatives, aux concepteurs de programmes, aux auteurs de manuels et aux enseignants de Fédération de Russie.